



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 13/10/2025

Reçu en préfecture le 13/10/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20251009-2025\_59-DE

S<sup>2</sup>LO

## DÉLIBÉRATION

2025/59

### **CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJET FEDER ENTRE LE SYNDICAT MIXTE NORD - PAS-DE-CALAIS NUMERIQUE – LA FIBRE NUMERIQUE 59-62, LE CDG 62 ET LE CDG 59**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 9 Octobre 2025 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. René HOCQ, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois

- ♦ **Etaient présents** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le règlement (UE) n° 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ;

**Vu** le Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

**Vu** le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

**Vu** la décision d'exécution n° C (2022) du 6 octobre 2022 de la Commission européenne approuvant le Programme opérationnel Hauts-de-France FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 ;

**Vu** la décision n° C (2019) 3452 du 14 mai 2019 de la Commission européenne établissant les lignes directrices pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses financées par l'Union en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics ;

**Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le Code de la Commande Publique ;

**Vu** le Code général de la fonction publique, notamment l'article L 452-40 ;

**Vu** la délibération N°2025/49 accompagnement sur des services numériques hors pack « mairie connectée », « convention tripartite avec le syndicat mixte nord Pas-de-Calais – la fibre numérique 59-62 » et les collectivités territoriales

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil d'administration que, dans un contexte d'accélération de la transformation numérique de la société et donc des attentes des usagers, il est essentiel que toutes les collectivités puissent bénéficier d'outils et d'un accompagnement adaptés aux nouveaux usages du numérique afin de maintenir la qualité des services publics locaux et la confiance des usagers.

Dans ce cadre, la Mission Transition Numérique de la Région Hauts-de-France souhaite le développement d'une offre de base de services numériques homogène accessible à toutes les collectivités sur tout le territoire régional en favorisant une action concertée voire mutualisée des Opérateurs Publics de Services Numériques régionaux.

Il rappelle que le Centre de gestion du Pas-de-Calais et le syndicat mixte la Fibre numérique 5962 assurent depuis 2021 un accompagnement à des services numériques de base pour les collectivités territoriales du Pas de Calais. Ces prestations ont d'abord été réunies dans un pack dont le nom était « Mairie Connectée » financé à 80 % par le plan REACT-EU de la Région Hauts de France.

A la fin de ce plan REACT-EU, le Centre de gestion et la Fibre Numérique 5962 ont décidé de maintenir ces prestations de façon indépendante afin d'assurer une continuité de service pour les collectivités territoriales ayant souscrit au dispositif « Mairie Connectée » et, également, de les proposer à l'ensemble des collectivités et établissements publics du Pas-de-Calais.

Il expose que le projet d'accompagner les collectivités, n'ayant pas à leur disposition l'ingénierie nécessaire, à l'appropriation d'outils dans les domaines de la cybersécurité afin de les aider à mieux se protéger des risques numériques tels que la perte ou le vol de données, l'escroquerie ou l'usurpation d'identité peut faire l'objet d'un cofinancement de l'Union Européenne via le FEDER, au titre de la convention conclue entre la Région Hauts-de-France, Autorité de gestion du programme régional Hauts-de-France la fibre numérique 5962 et qu'à cette fin, il convient de passer une convention tripartite avec le Centre de gestion du Nord et la Fibre numérique 5962 est nécessaire

Il précise que, de plus, afin de bénéficier de financement sur la future prestation de « coffre-fort numérique Agent » nous sollicitons le financement de 50 % d'un poste de technicien.

Dans un souci d'accessibilité au service, le dossier de subventionnement sera déposé auprès de la mission transition numérique de la région Hauts de France.

Le plan de financement ci-dessous reprend les dépenses subventionnables afférentes au CDG62, sachant que le taux de subvention est de 60 %.

C'est-à-dire la masse salariale répartie comme suit :

- 100 % du poste de technicien numérique soit : 61555.1 €
- 30 % du poste d'assistante administrative UNI soit 14502.8 €
- 20 % du poste de responsable du service UNI soit : 21707.22 €
- 50 % d'un poste pour le Coffre-fort numérique soit :30777.55
- Soit un total de 128 542.67 € sur 2 exercices.

Le tableau ci-dessous présente les coûts des différents services proposés aux Collectivités ainsi qu'une simulation par tranche d'habitant :

SERVICE									
	Par tranche								
Coûts de services	HT	-60%	500 H	1000 H	1500 H	2000 H	2500 H	3000 H	3500 H
Nom de domaine	13	5,2	1	1	1	0	0		
Page internet	11,67	4,668	1	1	1	0	0		
Messagerie - illimité	19	7,6	1	3	5	8	12	15	20
Sauvegarde	368	147,2	1	1	0	0	0		
Antivirus + coffre-fort MdP	26	10,4	1	3	5	8	12	15	20
Coût sans FEDER			437,67	527,67	249,67	320	540	675	900
<b>Coût -60%</b>			<b>175,068</b>	<b>211,068</b>	<b>99,868</b>	<b>144</b>	<b>216</b>	<b>270</b>	<b>360</b>
Accompagnement			50	100	150	200	250	300	350
Total			487,67	627,67	399,67	520	790	975	1250
<b>Total subventionné</b>			<b>225,068</b>	<b>311,068</b>	<b>249,868</b>	<b>344</b>	<b>466</b>	<b>570</b>	<b>710</b>

Il est rappelé que le taux de financement est de 60 % des dépenses éligibles

Le Président propose aux membres du Conseil d'Administration de valider et de l'autoriser à signer la convention de partenariat annexée entre le Syndicat mixte Nord-Pas-de-Calais Numérique – La Fibre Numérique 59-62, le centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et le centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord pour le projet de financement de services numériques de base auprès de communes des départements du Nord et du Pas-de-Calais, telle qu'annexée à la présente délibération, en vue du dépôt d'une demande de financement dans le cadre du FEDER.

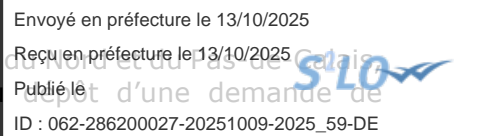
Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *VALIDE ET AUTORISE* le Président à signer la convention de partenariat annexée entre le Syndicat Mixte Nord-Pas-de-Calais Numérique – La Fibre Numérique 59-62, le centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais et le centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord pour le projet de déploiement du socle de services

numériques de base auprès de communes des départements  
telle qu'annexée à la présente délibération, en vue du  
financement dans le cadre du FEDER.



- ♦ *VALIDE ET AUTORISE* le Président à signer les documents afférents au projet.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 9 octobre 2025

Le Président,

René HOCQ